

Je suis heureux d'être ici aujourd'hui à Toronto et d'avoir l'honneur de prendre la parole devant l'Institut d'engagement politique. La compréhension que vous avez des questions nationales est pour le moins impressionnante. Comme le commerce est une question extrêmement importante, je me considère privilégié d'être parmi vous aujourd'hui.

Vous savez tous, j'en suis convaincu, que l'un des principaux thèmes du gouvernement progressiste-conservateur est le renouveau économique national, l'utilisation de tous les moyens à notre disposition pour favoriser une croissance économique équilibrée et durable. Dans cet esprit, nous devons mettre de l'ordre dans les affaires financières du pays. Nous devons redéfinir le rôle du gouvernement pour qu'il puisse mieux orienter la croissance et la création d'emplois. Nous devons offrir des stimulants propres à favoriser les investissements, qu'ils soient canadiens ou étrangers. Et nous devons faire tout ce que nous pouvons pour accroître nos exportations dans le monde entier.

Il s'agit là d'une tâche difficile qui concerne tous les Canadiens. C'est pourquoi nous voulons connaître leurs opinions sur ce qu'il faut faire et sur la façon de procéder. Mon principal objectif aujourd'hui est de vous inviter, en votre qualité de membres de l'Institut, à participer au dialogue sur l'avenir du commerce extérieur du Canada, et plus particulièrement sur le commerce canado-américain.

À dire vrai, les résultats commerciaux du Canada ces dernières années ont été décevants. En 1968, nous nous classions au quatrième rang des nations commerçantes, devant le Japon. Aujourd'hui, la part du commerce mondial du Japon est deux fois plus grande que la nôtre, et nous avons reculé au huitième rang. Les termes de l'échange n'ont pas joué en notre faveur, et certainement pas à l'avantage de notre capital-ressources. Malheureusement, nous n'avons pas été prompts à réagir. Nous ne pouvons nous permettre de tomber plus bas. Nous devons rétablir la stature du Canada comme commerçant mondial de première classe si nous voulons assurer la reprise de notre économie.

À cet égard, toutefois, nous nous heurtons à un large éventail de questions très complexes ayant trait aux politiques commerciales. L'environnement international subit actuellement de rapides changements. Il est plus que jamais très compétitif. Il est également menacé par la montée du protectionnisme.

Permettez-moi de vous décrire la situation.